



Déclaration liminaire FSU / FNEC FP FO
au Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du vendredi 1 juillet 2016

Depuis plus d'un an, les syndicats du second degré de la FSU luttent avec FO, Sud Éducation, la Ferc-CGT et le Snalc contre la réforme des collèges qui sera mise en place à la rentrée 2016.

Cette réforme ne permettra en aucun cas une amélioration des conditions d'étude et des résultats des élèves et en particulier de ceux qui sont le plus en difficulté. Basé sur des présupposés idéologiques qui ont démontré leur nocivité (autonomie des établissements, dévalorisation des disciplines...) cette réforme ne se donne pas les moyens des ambitions affichées car son réel objectif est au contraire de supprimer des moyens. Les langues anciennes et certaines langues vivantes sont sacrifiées ainsi que certaines options en EPS.

La mise en place de cette réforme aux multiples dispositifs et parcours, qui noient l'essentiel au sein de l'accessoire, se fait à la hussarde, contre l'avis des collègues à qui on demande de la mettre en œuvre. Circonstance aggravante : le choix absurde de l'installer en bloc à la prochaine rentrée au lieu de l'étaler dans le temps comme cela avait toujours été le cas montre un réel mépris du travail des enseignants. De plus le budget consacré à l'achat des manuels scolaires est notablement insuffisant.

Les formations formatages ont été subies - souvent contre leur gré et sous la menace de retrait de salaire - par des collègues qui auraient préféré assurer leurs cours. Elles ont surtout démontré l'absence d'ambition de la réforme et approfondi la perte du sens du métier que ressentent les collègues.

Cette réforme est nocive. Nous l'avons dit et redit. Nous ne sommes pas écoutés.

Depuis 4 mois, la FSU et FO luttent contre la loi travail avec 5 autres organisations syndicales ou de jeunesse. Nous voulons défendre notre modèle social, et nous voulons de nouveaux droits, un code du travail aux principes fondamentaux réaffirmés avec force, et non son dé-tricotage au nom du libéralisme triomphant.

Rien ne nous aura été épargné : tentatives de division de toutes sortes, provocations et violences policières, mépris de la démocratie parlementaire avec l'emploi du 49.3, amalgames honteux, et une tentative indigne et sans précédent depuis la guerre d'Algérie d'interdire des manifestations.

Nous qui formons des citoyens, nous ne sommes pas entendus et sommes dénigrés quand nous exerçons notre citoyenneté. C'est pourquoi nous allons vous laisser ce soir discuter entre vous.

Tout est pour le mieux dans notre pays, quand on prolonge un état d'urgence qui ne sert vraiment qu'à interdire des manifestations (lors de la Cop 21) et à assigner à résidence des militants ou des citoyens de façon arbitraire (y compris dans l'Isère).

Tout est pour le mieux quand la cour des comptes considère la masse salariale des fonctionnaires comme principal sujet d'inquiétude.

Après 6 ans de blocage du point d'indice des fonctionnaires, une faible revalorisation et quelques mesures de rééquilibrages (ISAE dans le 1^o degré) sont tout à fait insuffisantes et certainement

prises pour des raisons électoralistes. Alors que la crise du recrutement se fait sentir certains considèrent que nous sommes trop bien payés...

Tout est pour le mieux quand le chef du Medef qualifie la plus grande organisation syndicale de ce pays de terroriste sans que cela provoque de réaction notable des politiques.

Tout est pour le mieux quand l'administration de l'Éducation nationale maltraite les personnels qui ne peuvent plus compter sur une médecine du travail fiable en Isère.

Tout est pour le mieux quand le droit à l'éducation des enfants migrants est gravement mis en cause par la décision du conseil départemental de mettre fin aux aides financières accordées aux familles en grande précarité (voir courrier) et quand l'administration de l'Éducation Nationale s'ingénie à retarder l'inscription dans des établissements scolaires de mineurs isolés.

Tout est pour le mieux quand la mairie de Grenoble ferme une bibliothèque dans un quartier populaire, sacrifie la médecine scolaire et l'intervention des assistantes sociales dans les écoles (spécificité de Grenoble depuis des décennies) et diminue de 10 % les budgets scolaires.

Ce n'est pas notre conception du dialogue social. Nous sommes les représentants des enseignants du premier et second degré, des personnels de l'Éducation Nationale apportant nos revendications pour négocier et non pour entériner les décisions déjà prises. C'est pourquoi nous ne siégerons pas ce soir au CDEN.